

Conférence-débat

« La défense européenne, aujourd'hui et demain »

Lors de la conférence-débat organisée par le Mouvement Européen à Luxembourg le 19 juin 2023, au Foyer européen à Luxembourg-ville, M. Alain Calmes, président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) - Luxembourg, s'est tout d'abord réjoui que le Mouvement Européen à Luxembourg ait renoué avec la tradition en réunissant l'UEF - Luxembourg, la Europa Union Luxembourg (EUL) et les Jeunes Européens fédéralistes (JEF), pour un échange de vues sur une défense européenne d'autant plus nécessaire que nous vivons des temps incertains. Il a évoqué la mémoire du général Patton, qui a tant fait pour notre libération, qui aurait voulu empêcher les Soviétiques d'occuper toute l'Europe centrale, et qui repose au cimetière américain de Luxembourg, parmi ses soldats.

Après, M. Calmes a présenté les intervenants : M. Charles Goerens, ancien ministre de la Défense grand-ducale, membre du Parlement européen, M. Alessandro Politi, directeur de la Fondation du Collège de l'OTAN (NATO Defense College Foundation) et M. Jean Marsia, colonel administrateur militaire e.r., président fondateur de la Société de Défense AISBL (S&D), ancien directeur de l'enseignement académique de l'École royale militaire (ERM).

Enfin, M. Calmes a décrit comment il allait structurer le débat entre les intervenants et avec le public, partant de la situation actuelle pour ensuite envisager l'avenir, tant pour la défense que pour l'industrie de défense. Il a ensuite incité les intervenants à situer leur propos dans le contexte de la guerre en Ukraine, où une contre-offensive libératrice a commencé, du prochain Conseil atlantique de Vilnius et des tensions dans la zone indopacifique, formant le vœu que l'Europe se rende apte à défendre nos valeurs et à maintenir la paix.

Madame Anne Calteux, représentante de la Commission européenne au Luxembourg s'est ensuite exprimée pour constater que si l'Union européenne (UE) reste un projet de paix, la défense est redevenue d'actualité. L'invasion par la Russie d'un pays européen indépendant et pacifique le 24 février 2022 a fait changer l'approche de l'UE. Celle-ci a pris conscience d'avoir été un peu naïve et de la nécessité de renforcer nos capacités militaires, d'être forts et de mener des actions concertées entre tous ses États membres. L'UE est devenue plus assertive, plus consciente des enjeux et du rôle que l'Europe peut jouer pour sécuriser les valeurs qui nous sont chères et qui sont à la base du projet européen. C'est pourquoi, en avril 2022, la Commission a proposé une boussole stratégique pour la sécurité et la défense. Elle est fondée sur 4 pierres angulaires : agir, protéger, investir et coopérer.

L'Ukraine est un partenaire essentiel de l'UE qui partage ses valeurs et ses principes. Pour prouver sa solidarité, l'UE a apporté un soutien financier, militaire et humanitaire considérable, afin de permettre à l'Ukraine de gagner la guerre qui lui est faite. Pour la première fois dans l'histoire de l'UE, 293 chars de combat ont été ou vont être livrés à l'Ukraine. Elle va recevoir des avions de combat F-16 et 6,52 milliards € au titre de la Facilité européenne pour la paix (FEP).

Nous investissons dans notre défense et notre sécurité afin de protéger l'Europe, en la rendant plus forte et dotée d'une autonomie stratégique, à tous les égards, y compris dans le domaine de la défense. Une task-force pour les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense a été créée par la Commission européenne, afin de coordonner et d'harmoniser les investissements des États membres. 500 millions € sur deux ans, prélevés sur le budget de l'UE, inciteront les États membres à répondre à leurs besoins de manière collaborative. Le Fonds européen de la défense (FED) créé par la Commission européenne pour soutenir des projets collaboratifs de recherche et développement dans le domaine de la défense et promouvoir l'innovation dans le domaine de la défense européenne dispose de 1,2 milliards €.

Ce que nous voulons, c'est une Europe forte et capable de défendre ses valeurs et la sécurité de ses citoyens. L'Union européenne, c'est la coopération, le soutien mutuel, l'unité.

M. Goerens a estimé que l'UE a bien réagi lors de l'invasion de l'Ukraine, restant unie face à cette violation du droit international. Nous avons pris parti pour l'Ukraine, afin de l'aider à se défendre, mais sans nous engager dans un conflit contre la Russie. L'OTAN a fait de même.

L'attaque russe a remis la défense du territoire européen au premier plan, ce qui va bien au-delà des missions dites de Petersberg, alors que depuis la fin de la Guerre froide, les Européens avaient beaucoup moins augmenté leurs budgets de défense que les Américains, les Russes ou les Chinois.



de g. à dr. : Jean MARSIA, Alessandro POLITI, Charles GOERENS

En ce qui concerne notre architecture de sécurité, M. Goerens a jugé que les traités sur l'UE et sur le fonctionnement de l'UE ne comportent pas de disposition ayant la même force que l'article 5 du traité de Bruxelles de 1948, instituant l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et modifié en 1954. Ce traité a néanmoins été dénoncé par ses États membres le 21 mai 2010.

M. Goerens a constaté que les citoyens européens veulent de longue date une vraie défense européenne. Ils sont en avance sur les politiciens. Pour M. Goerens, nous avons besoin d'une Union politique, d'une volonté commune de répondre à notre besoin de sécurité, car nos libertés et nos valeurs sont en danger, comme elles le sont en Ukraine. Nous ne pouvons plus nous reposer sur la garantie donnée par les Américains. Les élections présidentielles de 2024 pourraient la remettre en question, si M. Biden n'est pas réélu.

M. Politi a rappelé que depuis 20 ans, la défense européenne est intégrée dans l'OTAN. Les opérations de rétablissement de la paix dans les Balkans ont démontré la bonne coopération entre l'OTAN et l'UE. M. Politi a cependant déploré qu'en matière de défense européenne, beaucoup de plans ont été publiés, mais qu'il y a eu peu de réalisations. Les EU Battle Groups (EU BG) par exemple n'ont jamais été mis en œuvre. L'Europe ne sera autonome et crédible que lorsqu'elle disposera à la fois de capacités militaires suffisantes et de la logistique qui permet de les mettre en œuvre. Standardiser les armements y contribuerait, car les Européens dépensent mal leurs budgets de défense, ce qui fait que nos troupes sont mal entraînées faute d'un financement suffisant.

M. Politi a constaté que pour les Américains, l'Ukraine et l'Europe sont moins prioritaires que la reconstruction de leur pays et la menace chinoise. Même si M. Poutine sortira très affaibli du conflit en Ukraine, avoir une dissuasion européenne crédible est indispensable. La boussole stratégique n'est qu'un premier pas. La stratégie allemande est, pour M. Politi, trop faible.

M. Marsia a rappelé que l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) a fait que la Guerre froide a été gérée intégralement par l'OTAN. L'Acte unique de 1986 a fondé l'UE sur la base des Communautés européennes. Nous savons combien elles ont augmenté notre bien-être et nos libertés, mais négligé notre sécurité et notre défense. L'Acte unique a donné à l'UE pour ambition de jouer un rôle sur la scène internationale, mais elle a montré son inaptitude à gérer les crises : rappelons-nous le délitement de l'ex-Yougoslavie en 1991 ; la crise financière et la guerre en Géorgie en 2008 ; la crise monétaire en 2010 ; l'invasion de la Crimée et du Donbass en 2014 ; la crise migratoire en 2015 ; la crise sanitaire en 2019 - 2021 et enfin la guerre en Ukraine depuis le 24 février 2022.

La raison de cette inaptitude est que l'UE n'est pas un État, c'est une association d'États. Elle ne peut donc pas avoir d'armée. La défense européenne est un leurre. L'UE met seulement en œuvre des institutions politico-militaires : le Comité politique et de sécurité (COPS), le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), le Comité militaire de l'Union européenne (CMUE), un état-major stratégique, mais pas un état-major opérationnel, l'Agence européenne de défense (AED), le Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE), mais il ne dispose que d'images commerciales, imprécises, l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), le Collège européen de sécurité et de défense (CESD). Elle ne dispose ni d'un gouverne-

ment, ni d'un commandement politico-militaire, ni de capacités militaires. Elle n'a donc aucun poids sur la scène géopolitique. Sa «boussole stratégique» n'est qu'une déclaration d'intention.

Pour M. Marsia, il n'existe pas de pilier européen de l'OTAN. Il est donc impossible d'utiliser de façon efficace les budgets de défense européens, dont la somme est proche de la moitié du budget américain de défense. Ces budgets servent principalement à payer le million deux cent mille soldats européens, dont quelques dizaines de milliers seulement sont suffisamment formés, équipés et entraînés pour intervenir dans des opérations de haute intensité. C'est pourquoi les États ont tant de mal à répondre aux demandes de personnel pour les missions de l'UE.

Les capacités militaires européennes sont d'environ 5 à 6 % de celles des Américains. Sans appui américain, elles auraient moins bien résisté que les forces armées ukrainiennes à une attaque russe, faute de motivation et d'un nombre suffisant de systèmes d'armes opérationnels. Pour changer cela, l'Europe a besoin d'un Pentagone, pas de 27 ministres de la Défense et états-majors. Ceux-ci ont obligé nos forces armées à mettre en œuvre et à entretenir 178 types de systèmes d'armes pour 30 aux États-Unis. Cela pénalise notre opérationnalité et notre base industrielle et technologique de défense.

A une question émanant du public sur les relations transatlantiques, heureusement restaurées par le président Biden, ce qui n'empêche pas que, pour restaurer notre crédibilité, la défense européenne est urgente, M. Politi a répondu qu'il faut se souvenir de ce que les intérêts des Américains et des Européens sont différents. Les États européens n'en tiennent pas assez compte, pas plus que de la guerre en Ukraine, à part peut-être les États baltes.

Pour M. Goerens, l'Europe a réagi comme il le fallait à la guerre en Ukraine. Il a rappelé qu'en 2003, quatre États européens ont refusé de participer à l'invasion de l'Irak. Ils ont décidé d'affecter 0,4 % de leur PIB à l'acquisition de nouvelles capacités militaires européennes, mais cette volonté n'a pas été assez pérenne. Elle a toutefois montré que des programmes communs sont possibles.

M. Goerens s'est ensuite demandé pourquoi il semble impossible de fédérer l'Europe. Il s'est inquiété de l'absence de volonté politique en Europe, et il a estimé que le ministre allemand de la défense, M. Pistorius, constitue une heureuse exception : il fait bien son travail.

M. Goerens a estimé qu'il faut à l'Europe un budget commun, qui provoquera une convergence, ce à quoi M. Marsia lui a rétorqué que ce budget est assurément nécessaire, mais insuffisant, notamment pour envoyer des militaires en opérations à risque.

M. Goerens lui répond que l'avion luxembourgeois de transport militaire A-400M qu'il a acheté en 2003 lorsqu'il était ministre de la Défense et qui est allé chercher des réfugiés afghans en 2021 est l'exemple de ce qu'il faut faire, c'est un exemple de fédéralisation. Il est regrettable que les États membres de l'UE n'aient pas jusqu'à présent voulu fédéraliser la politique extérieure. Il faut changer cela.

M. Politi a jugé que fédérer par exemple une quinzaine de pays serait une excellente idée et que la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne devraient s'entendre, notamment sur la question de savoir sur quelle zone géographique l'Europe devrait intervenir. Il a estimé qu'il pourrait s'agir du territoire de l'UE, de son voisinage oriental et de son voisinage sud jusqu'à l'équateur, ainsi que de l'Atlantique.

M. Marsia a estimé qu'à long terme, l'Europe sera confrontée au conflit entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, à l'insécurité dans notre voisinage, mais aussi aux mouvements migratoires incontrôlés causés par les catastrophes naturelles, dont celles liées au réchauffement climatique, à l'insécurité et à la mauvaise gouvernance.

Pour assurer valablement notre sécurité et notre défense, dont celle de nos frontières et de nos côtes, nous devons selon M. Marsia créer un État fédéral européen et une défense européenne, pilier européen de l'OTAN. L'OTAN se composerait des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Europe.

Les États-Unis d'Amérique, où coexistent US Army, US Navy, US Marines, US Air Force, US Coast Guards, mais aussi les National Guards, peuvent inspirer la répartition des compétences en Europe. Il ne s'agit pas de détruire les forces armées nationales, qui ont le mérite d'exister, mais de combler nos lacunes capacitaires et d'éviter les doublons. Pour ce faire, un seul état-major de Défense et un seul ministère de la Défense devraient exprimer les besoins de rééquipement des armées européennes, y compris de celles des États membres, superviser leur mise en condition et si nécessaire les mettre en œuvre.

Le 21 août 1849, Victor Hugo a proposé au Congrès de la paix, à Paris, les États-Unis d'Europe, sur le modèle américain. Depuis, nous ne savons que faire, mais les politiciens ne l'ont pas voulu. Cela a coûté la vie ou la santé à des millions de militaires et de civils européens.

Le processus d'union en Amérique a commencé le 9 mai 1754, lorsque Benjamin Franklin a publié un dessin, *Join, or Die*, dans la *Pennsylvania Gazette*, pour illustrer comment résister à l'oppression britannique. Vingt ans plus tard, le premier Congrès continental, composé de 55 représentants de 12 des 13 colonies d'Amérique du Nord (la Géorgie n'a envoyé des délégués qu'en 1775), s'est réuni à Philadelphie, pour discuter des lois adoptées par le parlement britannique, réprimant la Boston Tea Party. Le 20 octobre 1774, ce premier Congrès continental a rédigé les Articles d'association, qui fondent l'alliance entre les treize États.

Le deuxième Congrès continental s'est réuni du 10 mai 1775 au 1^{er} mars 1781. En juin 1775, pendant le siège de Boston par les insurgés, le Congrès a créé l'armée continentale et nommé le général George Washington à sa tête. Le 4 juillet 1776, il a adopté la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique et les Articles de la Confédération. Il a décidé de la politique étrangère, de la guerre et de la monnaie pendant la guerre d'indépendance. Au cours de celle-ci, la Confédération fondée en 1776 a montré ses limites et George Washington a proposé en 1787 une constitution fédérale. Pour la faire ratifier, James Madison, Alexander Hamilton et John Jay ont publié 85 articles en 1788, *The Federalist Papers*.

En 1923, Richard Coudenhove-Kalergi a publié *Pan-europa*, ouvrage qui a tiré les leçons de la Première Guerre mondiale et propose une constitution européenne. Il fut préfacé par Winston Churchill. Les politiciens européens ont préféré créer l'inutile et même nuisible Société des Nations (SDN), car elle a laissé le champ libre aux régimes totalitaires et à la Deuxième Guerre mondiale, mais Adenauer et de Gaulle ont adhéré aux idées paneuropéennes.

En 1950, M. Schuman a annoncé la création d'une fédération européenne, mais elle n'existe toujours pas.

Ensuite, M. Marsia a interrogé le public présent pour savoir qui a dit ceci : "With unity achieved, Europe could build adequate security". C'est Eisenhower, le 3 juillet 1951.

Qui a dit en 2011 : "Mon objectif est de créer des États-Unis d'Europe - sur le modèle des États fédéraux suisse, allemand ou américain". C'est M^{me} von der Leyen.

Qui a dit en 2015 : "Je désire voir se créer une armée européenne". C'est M. Juncker.

Qui a dit en 2017 : "Au début de la prochaine décennie, l'Europe devra être dotée d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir." C'est M. Macron, à la Sorbonne.

Qui a dit en 2018 : "Nous devons élaborer une vision permettant un jour d'arriver à une véritable armée européenne qui complètera de façon utile l'OTAN." C'est Mme Merkel.

Qui a dit en 2019 : "Il faut aller vers une Europe fédérale et créer une armée européenne, pour être crédibles." C'est M. Pedro Sánchez.

Qui a dit en 2022 : "J'appelle à la mise en place au niveau européen d'un fédéralisme". C'est M. Draghi.

Suite en page de droite

Suite page de gauche

M. Marsia a déploré que tous ces dirigeants n'ont rien fait pour mettre en place un fédéralisme européen, alors qu'il suffirait qu'une assemblée constituante rédige et adopte une constitution fédérale. C'est ce qu'on fait 90 États dans le monde.

Une constitution fédérale comporte un contrat social et la description des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que la répartition des compétences par niveau de pouvoir : l'Europe, les États membres, les Régions, dans les domaines des Affaires intérieures, économiques, sociales et environnementales, des Relations extérieures, de la Sécurité et de la Défense, des Finances publiques. Elle fixe la procédure d'entrée en vigueur et de modification.

Voilà, a dit pour terminer son intervention M. Marsia, ce que cherche à réaliser l'association interna-

tionale sans but lucratif (AISBL) Société européenne de défense (S€D).

M. Goerens a exprimé son désaccord avec M. Marsia, qui est selon lui trop dur envers l'UE. M. Goerens s'est dit fédéraliste à 100 %, mais pense que des États-Unis d'Europe restent une illusion. Comment faire entrer cette idée dans les traités ? L'OTAN fonctionne parce qu'il y a des intérêts communs. En Europe, nous avons la monnaie unique.

M. Marsia lui a rétorqué que cette monnaie reste fragile, car elle n'est pas soutenue comme le dollar américain par un gouvernement fédéral et par un budget fédéral correspondant à 30 % du produit intérieur brut.

M. Goerens s'est encore réjoui de constater que l'esprit européen se développe.

M. Déage, qui préside l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) -Luxembourg, voudrait une vision commune en Europe en matière d'infrastructures, de systèmes d'armes et de formation.

A plusieurs questions posées en matière de dissuasion nucléaire, de dépendance économique excessive à la Chine, d'incapacité de l'Europe à fournir suffisamment de munitions à l'Ukraine, de coopération belgo-luxembourgeoise et autres, de motivation des Européens à mourir pour l'Europe, M. Politi a rappelé que ce n'est qu'en temps de guerre que les gens témoignent ou non de leur réelle volonté de se battre.

Il a aussi rappelé que les Américains ont limité la mise à disposition d'armes nucléaires à quelques pays, tout en gardant le contrôle avec un système de double clef. Seule la France et le Royaume-Uni, parmi les Alliés, sont plus autonomes en

matière nucléaire. La réticence des Américains à mettre en œuvre les armes nucléaires s'est aussi manifestée lorsque le général MacArthur fut relevé de son commandement en Corée par le président Truman en 1951, parce qu'il avait réclamé l'usage d'armes nucléaires pour gagner cette guerre.

M. Marsia est revenu sur l'idée de faire entrer les États-Unis d'Europe dans les traités européens. Cela n'est pas possible car un État fédéral nécessite une constitution, qui est un acte juridique interne à l'État, tandis que les traités sont des actes juridiques externes à l'État. Seule une assemblée constituante pourrait créer les États-Unis d'Europe.

Le mot de la fin est revenu à M. Goerens, qui a appelé l'Europe à s'unir rapidement, pour se prémunir contre un éventuel retour au pouvoir de M. Trump au pouvoir, car c'est un véritable putsch qu'il a organisé le 6 janvier 2021.